

Le fédéralisme dans la vie canadienne repose sur deux principes dominants. D'abord, celui du partage et ensuite celui des avantages régionaux. Chaque région du pays accepte l'idée de partager avec les autres régions du Canada. Quant aux avantages régionaux, en jetant un coup d'œil sur la constitution géographique du pays, il est évident que l'ouest du Canada possède des avantages régionaux en fait de culture des proven- des et d'élevage. Dans une certaine mesure, cet avantage régional s'est effrité à cause de la loi adoptée il y a quelque temps, soit la loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme. Le député de Wetaskiwin (M. Schellenberger) a fort bien fait ressortir le problème en démontrant clairement que cet effritement des avantages régionaux devrait être examiné sérieusement, mais que le moment ainsi que le bill étaient peut-être mal choisis. Il a tout de même appuyé les amendements.

Il y a un certain moment que je m'inquiète de ce qui se passe. Avec les offices nationaux de commercialisation et diverses mesures telle la loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, nous dressons dans une certaine mesure les régions les unes contre les autres. En surajoutant leurs propres programmes aux programmes fédéraux, un certain nombre de provinces ont pris la décision de devenir autosuffisantes en fait de porc, de dindon ou de poulet. Si elles le font, c'est grâce en grande partie aux avantages qu'elles tirent maintenant de l'Office national de commercialisation avec ses contingentements nationaux attribués aux provinces, et de l'assistance qu'elles reçoivent au titre du transport des proven- des. Cela fait que les régions productrices de ces proven- des perdent l'avantage relatif qu'elles en tiraient. En outre, cela a des répercussions sur les secteurs connexes.

Pendant des années et des années, on a dit dans l'ouest du Canada qu'il fallait transformer un plus fort pourcentage de produits agricoles. Depuis longtemps également, nous disons que le transport d'ouest en est des produits alimentaires bruts ou semi-ouvrés est beaucoup moins cher que celui des produits finis qui nous reviennent. Chaque province de l'Ouest a vu fermer des usines dotées de grands abattoirs. Cela s'est produit à Winnipeg avec la fermeture de Swift, qui a fait perdre 600 emplois. A cause de l'avantage relatif et du fait que les coûts sont moins élevés dans l'ouest du Canada, nous estimons que c'est chez nous que la production doit se faire, pour que l'Ouest bénéficie des emplois connexes.

En ce moment où sévit une grave sécheresse en beaucoup de régions de l'Ouest, nous nous étonnons que le gouvernement fédéral s'occupe d'un projet de ce genre. Il y a à peine quelques jours pourtant, nous avons vu le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) lancer un programme d'aide doté d'un budget de 7 millions de dollars pour atténuer les conséquences de la sécheresse. Ces 7 millions sont destinés à la Saskatchewan et au Manitoba. Si l'on tient compte des conséquences de la sécheresse, 7 millions ce n'est pas beaucoup. Je n'aurais jamais cru que je dirais un jour à la Chambre que 7 millions c'est peu,

### *Alimentation des animaux de ferme*

mais il n'empêche que pour les Canadiens de l'Ouest, cela prouve encore une fois que le gouvernement ne semble comprendre ce que c'est qu'un potentiel de production alimentaire ni la nécessité de leur laisser cet avantage relatif. Mais quand ils rencontrent des difficultés ils n'ont pas droit à la même considération que les agriculteurs des autres régions du pays.

J'ai dit que je serais bref, mais je voudrais finalement parler du potentiel agricole du Nord. La dernière fois qu'il était au pouvoir, le gouvernement a bloqué le développement agricole du nord du pays. Avant que notre gouvernement ne soit élu l'année dernière, les agriculteurs du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest avaient présenté plusieurs demandes pour obtenir des terres agricoles. Par ses actes, le gouvernement démontre continuellement à ceux d'entre nous qui s'intéressent particulièrement à ce qui se passe au nord du soixantième parallèle qu'il ne comprend simplement pas que les habitants du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest désirent développer les avantages naturels de ces régions. Le gouvernement ne semble pas comprendre. En fait, j'en suis venu à la conclusion que le premier ministre (M. Trudeau) s'est fait une certaine idée du Nord en 1954, lorsqu'il a remonté la rivière Teslin en canot, et qu'il s'est dit que cette région devait rester vierge, pure et belle pour ceux qui veulent échapper aux jungles de béton des villes du sud. Il s'est dit que le Nord devait rester ainsi.

Je ne saurais assez insister pour que le gouvernement change d'avis au sujet du Nord. Il ne cesse de répéter qu'il n'est pas prêt à le faire, car les autochtones ne sont pas préparés à ce développement. J'ai constaté le contraire. Les autochtones tiennent à profiter de ce genre de développement et à y participer. Certains de leurs chefs s'y opposaient, car ils voyaient un avantage personnel à faire traîner les choses. Néanmoins, l'autochtone moyen qui vit dans un hameau n'est pas du tout de cet avis. Il veut profiter des ressources naturelles, qu'elles soient agricoles, minières ou pétrolières. Il est impossible de le nier, car ce sont les faits.

Quand nous avons pris le pouvoir, nous avons rencontré un certain nombre d'agriculteurs qui essayaient de se débattre avec leur contrat de location. Ces gens doivent pratiquement se tirer d'affaire coûte que coûte; ils essaient de tenir le coup. Ce sont des gens très indépendants. Je sais que l'agriculteur a une nature indépendante, mais ces gens continuent à travailler malgré des difficultés incroyables dont les pires sont les règlements imposés par le gouvernement et les bureaucraties fédérales. Ils poursuivent leurs efforts en espérant qu'un jour le gouvernement aura un éclair de lucidité et qu'ils pourront obtenir des terres, chose qui nous semble tellement normale. C'est tout ce qu'ils demandent, la même chose que nous. En fait, il y a 100 ans, les immigrants pouvaient venir au Canada pour occuper des terres alors qu'en 1980 les agriculteurs de ces deux territoires n'en ont même pas la possibilité. Nous comptons commencer à accorder des terres au cours de l'été 1980 et inaugurer un programme visant à assurer le rendement agricole de ces terres.